





LE METIS.

MERCREDI, 1er MAI, 1872.

## Une appréciation judicieuse.

Il plaît toujours de rencontrer un peu de justice et d'honnêteté dans un centre ordinairement ennemi. Quand on considère l'influence destructrice qu'Ontario a voulu exercer sur Manitoba, quand on examine les attaques furibondes, pernicieuses et déloyales dont notre Lieutenant-Gouverneur et notre Gouvernement ont été incessamment l'objet de la part du *Globe* et du menu fretin de la presse clear-grit, on est bien aise d'entendre du sein même d'Ontario quelques voix sympathiques s'élever en notre faveur, ou même raisonner de nos affaires d'une manière un peu judicieuse. Car le *Globe* et ceux de son école, lorsqu'ils parlent de nous, semblent abdiquer leur qualité d'être raisonnables et on les dirait dominés par le démon de la malice abêtissante.

Le *Woodstock Times*, d'Ontario, a publié, sur l'Hon. M. Archibald et le gouvernement de Manitoba, un article rempli d'idées saines et de vues élevées. Cet article a été reproduit par le *Spectator* d'Hamilton, qui l'a accompagné de commentaires également bien pensés.

Le *Times* commence par reprocher au *Globe* de chercher sans cesse à fanatiser ses lecteurs en leur représentant systématiquement les choses de Manitoba sous un jour évidemment faux et défavorable. Il montre l'œuvre gigantesque que l'Hon. M. Archibald a entreprise en acceptant la charge de Lieutenant-Gouverneur dans les circonstances où se trouvait alors le pays. Les esprits étaient excités par les troubles récents; une grande animosité régnait entre certaines sections de la population. Il fallait beaucoup d'habileté, de tact, et une stricte conformité aux plus sévères principes de la justice pour calmer les passions et éviter un conflit. Et cette œuvre, l'Hon. M. Archibald l'a menée à bonne fin.

Dependant le *Globe* crie bien haut que tout va pour le plus mal, et que tout le blâme en revient au Lieutenant-Gouverneur. Mais, observe le *Times*, Manitoba jouit d'un gouvernement responsable. Que devait faire le Lieutenant-Gouverneur? Devait-il écouter les projets de représailles de quelques fanatiques d'Ontario, ou bien gouverner d'après les vues et les desirs de la population de la Province? Aurait-il dû se faire l'instrument des vengeances d'un dixième de la population de Manitoba pour persécuter les neuf autres dixièmes. Sous un régime représentatif, quand l'immense majorité des électeurs veut la paix, la tranquillité, et l'oubli du passé, un gouvernement devrait-il, ou même pourrait-il adopter une politique d'oppression, radicalement contraire aux vues du peuple. Une telle conduite serait absurde d'abord, et ensuite ce serait violer les principes mêmes de la constitution britannique.

Pour plaître au *Globe*, il aurait fallu que le Lieutenant-Gouverneur Archibald, en arrivant ici, se mit à pendre les Metis, auteurs de ce mouvement dans lequel Scott a trouvé la mort. Après plusieurs remarques dans le même sens, le *Woodstock Times* ajoute:—

« Mais nous ne devons pas oublier que la mort de Scott a eu lieu dans un temps où les insurgés avaient la possession armée du pays—que son exécution a eu le caractère d'un acte politique, fait dans un but politique, par un gouvernement de facto qui gouvernait le pays depuis deux mois—par des insurgés armés, qui n'ont déposé leurs armes que sur la foi d'un traité conclu entre eux et le gouvernement contre lequel ils s'étaient insurgés. Maintenant personne ne sait mieux que M. Brown que plus de la moitié de la population de la Rivière Rouge étaient impliquées dans l'insurrection dirigée par Riel—qu'une telle proportion de la population se trouve mêlée aux événements de manière à porter la responsabilité du mouvement. Dans ce cas, l'accusation de meurtre ne pourrait être

restreinte à des individus. Elle s'étendrait nécessairement à un très-grand nombre. Quelques Français seulement ne prirent point de part dans le mouvement; mais ils sont unis aux autres par les liens du sang, et s'opposent à l'idée de faire revivre les anciens troubles. Sur ce point, les Français sont unis comme un seul homme. Une attaque contre l'un d'eux serait regardée comme une attaque sur toute la population; et nous demandons au peuple d'Ontario, quel serait le résultat dans de telles circonstances? Supposons que les coupables soient arrêtés demain; la loi de cette Province donne un jury dont moitié se compose d'hommes parlant la langue anglaise, et l'autre moitié d'hommes parlant la langue française. Un procès qui tournerait certainement à un acquittement, serait considéré, par ceux qui veulent voir la chose devant les tribunaux, comme une simple manœuvre de justice. Le danger ne serait pas dans le procès, mais dans les événements qui pourraient s'en suivre. Quelques-uns des enthousiastes prendraient certainement la loi en leurs mains; une balle de carabine pourrait opérer ce qu'un jury refuse; et si le sang est une fois répandu par l'assassinat, quelle en sera la fin? Maintenant tout ceci, les Français le comprennent; et ils se lèveraient comme un seul homme pour s'opposer à l'arrestation d'aucun de leurs compatriotes, non pas parce qu'ils ont peur d'un procès, mais parce qu'ils croient que la capture signifierait assassinat. Telles sont les difficultés qui entourent cette question; et parce que M. Archibald a fait tous ses efforts pour remplir son devoir comme un homme d'état chrétien, en travaillant à établir la paix et la bonne entente entre les différentes races, comme le seul moyen par lequel nous pouvons espérer d'attirer une forte émigration dans cette grande zone fertile, et préparer ainsi d'honnêtes domiciles pour des millions, il lui faut être fêtré par le *Globe* comme indigne du respect du peuple d'Ontario. Mais il ne faut pas une grande pénétration pour découvrir la tactique et le but politique du *Globe*. Pour accomplir la destruction de Sir John A. McDonald et du Gouvernement fédéral actuel, sous l'administration duquel le pays est si prospère, toute considération de justice doit être mise de côté—it faut faire appel aux plus mauvaises passions et aux plus mauvais préjugés—le caractère de nos hommes publics doit être corrompu et vilipendé—les faits et les événements doivent être falsifiés et fausement représentés, et on ne craint pas de presser l'adoption d'une politique qui, si elle était inaugurée, mettrait en danger la paix et la prospérité de la Puissance.

## Une scène.

Mardi de la semaine dernière, trois Metis, MM. Maxime Lépine, Pierre Leveillé et André Nault étaient au Fort Garry, dans le magasin de la Compagnie de la Baie d'Hudson. Ils arrivaient d'une assemblée tenue à St. Norbert, et venaient communiquer au Lieutenant-Gouverneur les résolutions qui y avaient été adoptées.

Tout à coup entre un soldat, du nom de Rodger, qui s'avance vers M. Nault et lui dit qu'il ne retournera pas chez lui. Nous sommes un bon nombre de soldats qui entourons le magasin, lui dit-il, et vous ne vous échapperez pas. Comme ces paroles étaient prononcées en anglais, M. Nault ne comprit pas. Mais M. Leveillé lui en expliqua le sens. Un instant après les trois metis s'apprêtèrent à sortir. Des qu'ils furent hors du magasin, ils se trouvèrent en face d'une douzaine de soldats à vitrine figure, prêts à leur faire un mauvais parti. Le nomme Rodger s'élança sur M. Nault et le saisit en proférant des menaces; MM. Leveillé et Lépine s'avancèrent et lui firent lâcher prise.

M. Leveillé alla alors porter plainte auprès du Capitaine Scott qui fit arrêter Rodger.

Puis les trois Metis s'en retournèrent. Comme ils se dirigeaient vers la traversée de la Rivière Assiniboine, une trentaine de soldats, armés de bâtons, sortaient en courant de la porte du Fort et se mettaient à leur poursuite. Des qu'ils furent arrivés

à portée, ils commencèrent à lancer leurs bâtons, en criant et hurlant des menaces. Les trois metis voyant ces trente braves à leur poursuite continuèrent leur chemin tranquillement, sans se donner le trouble de fuir. Ils tâchèrent seulement de parer les bâtons et autres projectiles qui pleuvaient sur eux, et y réussirent. Les agresseurs jugèrent à propos de rester à distance.

Le lendemain 24 Avril, MM. Leveillé et Lépine vinrent se plaindre au Colonel Smith, qui a pris la chose en mains, et Rodger a été condamné à 28 jours de prison. Il paraît qu'on tient une enquête pour trouver les autres coupables.

Il nous est agréable de constater que l'autorité militaire fait si bien son devoir. Nous n'attendons pas moins d'ailleurs. Nous nous permettrons de féliciter le Colonel Smith et les autres officiers d'avoir su rendre aussi promptement et si efficacement justice. Nous constatons avec plaisir qu'ils ont à cœur la réputation et l'honneur des forces de la Puissance. Si des mesures semblables avaient été prises l'hiver dernier, nous n'aurions pas eu à déplorer les scènes de désordres qui ont tant disgracié le bataillon d'Ontario.

## Les réclamations.

Le Juge Johnson a tenu une enquête à Winnipeg, l'autonomie d'ici, pour examiner les réclamations de ceux qui ont souffert durant les troubles. Son rapport a été envoyé à Ottawa, et le gouvernement vient de recommander les différentes sommes qu'il se propose d'allouer aux parties réclamantes. On croit peut-être que cette mesure a dû causer beaucoup de satisfaction; c'est tout le contraire qu'il en a eu lieu. Les réclamants sont indignés de voir les préférences injustes qu'on a eues pour certaines personnes. Par exemples, le Dr. Schultz obtient \$35,000 tandis que d'autres qui ont souffert plus que lui, reçoivent à peine quelques centaines de piastres. Il paraît que le Dr. Schultz reçoit \$30,000 pour son emprisonnement, et les autres d'ont que \$2 pour chaque jour d'incarcération. Pourquoi cette distinction insultante pour les autres prisonniers? Étaient-ils moins loyaux ou plus mauvais citoyens que le Dr. Schultz?—Sans entrer dans le mérite des pertes alléguées et de la compensation recommandée, nous croyons qu'il en est plus d'un à qui l'insurrection n'aura pas nuï.

## Le Dr. Lynch à Ottawa.

Une dépêche d'Ottawa annonce que le Dr. Lynch a pris son siège à la Chambre des Communes.

Immédiatement, sur la remanque d'un membre, qu'il y avait un étranger dans la Chambre, l'Orateur lut le règlement se rapportant à la circonstance et Dr. Lynch reçut l'adjonction de se retirer.

## Quand part-il?

Le Dr. Schultz, pour expliquer sa présence à Manitoba pendant la session du Parlement fédéral, a dit qu'il était venu consulter ses électeurs. La consultation est sans doute longue et importante, puisqu'il est arrivé depuis quinze jours, et que rien n'adapte encore son départ prochain. Dans une prétention qu'il s'est absente pour éviter d'être présent à la discussion de son indemnité de \$35,000. Il paraît que la position aurait été un peu scabreuse pour lui. Ce que c'est qu'une prudence!

## Parlement de la Puissance.

La cinquième session du Parlement fédéral s'est ouverte à Ottawa, le 11 Avril, avec les formalités d'usage. Les journaux nous apportent le compte rendu des deux premières séances.

Nous donnerons un résumé des débats qui auront lieu sur les questions les plus importantes, surtout celles qui concerneront Manitoba.

Nous commençons la *Revue* la traduction du Discours du Trône prononcé par Son Excellence le Lieutenant-Général.

Honorables Messieurs du Sénat, Messieurs de la Chambre des Communes.

L'heureux rétablissement que la miséricorde de la providence a accordé au Prince de Galles, frappe d'un malade mortelle, a excité un concert universel de joie et de reconnaissance, dans toute l'étendue de l'Empire.

Toutes les classes de la population ont montré le profond sentiment de bien-être qu'elles ont ressenti, en se voyant délivrées des angoisses d'une longue et pénible anxiété, et se sont associées à leur Reine bien aimée, dans une fête publique d'actions de grâces, qui a été, à cause du concours immense de la population, de l'immensité de sentiment, la plus grande et la plus imposante cérémonie qui ait jamais eu lieu dans la capitale de l'Angleterre.

Je vous invite à suivre ce bon exemple, le quinzième jour de ce mois. On a cru convenable de fixer la solennité après l'ouverture du Parlement, et je ne doute pas que les membres des deux Chambres, aussi bien que tous les fidèles sujets de Sa Majesté, dans l'étendue de la Puissance, soient désireux de s'unir à cette démonstration.

Votre réunion a été elle-même renvoyée à un époque plus avancée que de coutume, en considération des intérêts du gouvernement colonial, et aux instances du gouvernement de Sa Majesté.

La jeune province de Manitoba a été menacée, dans le mois de septembre dernier, d'une invasion de bandes des États-Unis. Les autorités locales ont adopté de promptes mesures de défense, qui ont donné les meilleurs résultats. Dans le but de rassurer la population de cette Province et de prévenir le renouvellement de cet outrage, j'ai ordonné l'envoi d'un corps de deux cents soldats. Malgré la rigueur de la saison, les troupes ont surmonté les difficultés de la route avec courage et succès, ce qui donne non seulement une preuve de leur discipline, mais encore montre le bon état de la route qui traverse notre territoire.

Les comptes concernant les dépenses encourues pour cette expédition vous seront soumis, et vous serez requis de passer un bill pour indemniser le gouvernement.

Vous serez soumis, une copie du traité conclu à Washington, l'an dernier, entre Sa Majesté la Reine et les États-Unis d'Amérique, et dans lequel sont engagés des intérêts si grands de la Puissance.

Et il vous sera également soumis tous les documents relatifs à la correspondance que l'on pourra livrer à la publicité sans préjudice aux intérêts de l'Empire ou du Canada, et l'on dirigera votre attention sur cette importante question.

Il a été tenu à Ottawa en Septembre dernier, une conférence au sujet de l'immigration, à laquelle le gouvernement de la Puissance, ainsi que toutes les autres Provinces étaient représentés. Un projet impliquant l'adoption de mesures conjointement ou séparément fut provisoirement adopté; et je ne doute pas que vous serez disposés à pourvoir amplement à l'encouragement de l'immigration qui se relie si intimement au développement des vastes ressources naturelles du Canada.

Depuis la dernière session, l'union de la Colombie Anglaise avec le Canada a été heureusement accomplie et ses représentants prennent part maintenant à vos délibérations.

Il sera nécessaire pour coloniser et développer les fertiles territoires du Nord-Ouest et y relier la Colombie Anglaise, de pourvoir à la construction d'un chemin de fer jusqu'à l'Océan Pacifique, conformément aux conditions de l'ordre en conseil de Sa Majesté unissant la Colombie Anglaise à la Puissance.

Un crédit avait été affecté à la dernière session pour l'exploration préliminaire de la route que devra suivre ce chemin de fer. Les opérations ont été poursuivies avec diligence et le rapport à ce sujet vous sera soumis.

Vous porterez, sans doute, mon opinion, lorsque je vous aurai dit que je pense que l'amélioration de nos systèmes de canaux de navigation sera également pour nous une œuvre importante.

L'augmentation rapide du com-

merce du Canada et l'importance de soutenir la concurrence et d'attirer le commerce du grand Ouest font qu'il est devenu nécessaire de faciliter et de rendre moins dispendieux les moyens de transport par eau.

J'ai à solliciter à ce sujet votre plus sérieux examen et aussi de considérer l'opportunité d'ouvrir une voie de communication directe par eau entre le Golfe St. Laurent et la Baie de Fundy.

Le recensement décennal a été pris l'an dernier et vous aurez à proportionner la représentation en Parlement des quatre Provinces constituant primitivement la Puissance, conformément aux termes de l'Acte d'Union. Il sera en conséquence soumis à votre examen une mesure dans ce but.

Entr'autres mesures, il vous sera soumis des bills concernant les Juges de la Cour Supérieure, les règlements et la direction des terres publiques et les mines de la Puissance, Manitoba, Territoires du Nord-Ouest, et pour amender les lois relatives à la santé publique.

MM. de la Chambre des Communes.

Les comptes de l'année dernière vous seront présentés de suite, ainsi qu'un état des recettes et des dépenses de l'année courante jusqu'à la fin du dernier mois.

Je suis heureux de pouvoir vous annoncer que le revenu de l'année dernière et de l'année courante, surpassera de beaucoup les estimations anticipées que l'on avait faites à ce sujet, et que conséquemment, l'on n'a pas raison de craindre des difficultés du commencement immédiat des améliorations publiques projetées. Les estimations, pour l'année prochaine, vous seront soumises, et j'en ai l'espoir, vous jugerez à propos de voter les subsides que vous demandez mon gouvernement en faveur de Sa Majesté, sans préjudice à ses sujets canadiens.

Honorables Messieurs du Sénat.

Messieurs de la Chambre des Communes.

J'éprouve une immense satisfaction de pouvoir vous féliciter sur la prospérité générale du pays et le succès heureux des mesures prises dans le but d'arrêter et de consolider les vastes territoires qui forment aujourd'hui la Puissance. Je suis convaincu que vous continuerez à déployer la même énergie et à travailler avec la même assiduité, comme par le passé, aux travaux qu'une plus vaste constitution exige de vous.

Je prie instamment que vos pas soient heureusement guidés dans le sentier du devoir, afin de maintenir la paix et la justice sur nos frontières et d'assurer le bonheur et une prospérité durable à tous les habitants de la Puissance.

Lorsque les membres furent revenus à leurs sièges dans la Chambre des Communes, les Députés suivants, élus depuis la dernière session, furent présentés: L'Hon. M. Pope, MM. Nathan, Carter, Thompson, Houghton, Kantenay, DeCosmos Nelson.

M. McKenzie demande ce que le gouvernement a l'intention de faire relativement à l'élection de Marquette. Ce comté devrait-il rester sans représentant encore pendant cette session.

Sir George E. Cartier répond qu'à la dernière session, il a été suggéré de renvoyer la question au comité des Privilèges et Elections, et que l'affaire en est restée là.

Séance du 12 Avril.

L'adresse en réponse au Discours du Trône fut proposée par M. Nathan, membre de Victoria, Colombie Anglaise.

Elle fut secondée par M. Ed. Carter, membre de Brome, P.Q.

Ces deux messieurs firent chacun un discours qui leur mérita les compliments de M. McKenzie.

M. McKenzie passa en revue les discours du Trône et trouve le moyen d'en critiquer presque tous les paragraphes. Il attaque M. Howe, dans le Traité de Washington, dénonce l'Hon. M. McDougall, commente les réclamations et griefs du Nouveau-Brunswick, condamne le gouvernement de Manitoba et la conduite de l'Hon. M. Archibald. Le grand cri du Lieutenant-Gouverneur de Mail



to est d'avoir, lors de l'invasion française, donné la main à un homme qui avait été le chef de ce que le Colonel Wolsley avait appelé une troupe de bandits.

Sir Francis Hincks défend vigoureusement le gouvernement, préconise le Traité de Washington, et répond habilement à presque tous les points soulevés par le membre pour Lambton.

L'Hon. M. Holtz parle dans le même sens que M. McKenzie.

L'Hon. M. McDougall est d'avis que l'adresse devrait passer sans opposition. Il prend la défense du Traité de Washington.

M. Masson, de Terrebonne, dit qu'avant de passer l'adresse, il désire protester contre l'expression employée par M. McKenzie, appelant Riel le chef d'une troupe de bandits. Cette expression est inexacte. Riel était le chef, non pas d'une troupe de bandits, mais d'une grande partie de la population à qui cette Chambre avait jugé à propos d'accorder les droits politiques dont nous jouissons nous-mêmes. Il a été pendant un certain temps le chef de toute la population Française et de la majorité de la population Anglaise. Il (M. Masson) proteste contre les paroles de l'Hon. membre qualifiant d'une troupe de bandits toute la population de Manitoba. Riel est aujourd'hui un exilé volontaire, mais s'il le désire il pourra se faire élire membre de cette Chambre par deux comtés de Manitoba. M. Masson parle ensuite du retrait des troupes et appuie ceux qui s'opposent à leur rappel.

La Chambre s'ajourne au 16 Avril.

Au Sénat, l'adresse en réponse au discours du Trône fut proposée par l'Hon. M. Girard, ex-Trésorier de Manitoba, et secondée par M. Robertson.

#### Pacifique Canadien.

Des dépêches d'Ottawa nous annoncent que le 26 Avril l'Hon. Sir G. E. Cartier a présenté un bill pourvoyant à la construction du Chemin de fer Pacifique Canadien, qui, comme on le sait, passera au centre de notre Province. Le chemin devra être construit en dix ans, et les travaux devront commencer pas plus tard qu'en juillet 1873.

#### Correspondance.

Winnipeg, 30 Avril, 1872.

Monsieur l'Éditeur,

Je lis dans l'Éditorial du *Liberal* du 20 avril dernier, quelques mots me concernant, que je crois de mon devoir de relever. Ma dignité d'homme m'y oblige et mon amour du vrai ne me permet pas de laisser passer sans protester de toutes mes forces, une fausseté écrite dans le seul but de faire croire aux rares lecteurs de ce journal, que je suis homme à me laisser intimider en quoi que ce soit, quand j'ai la conviction profonde que ce que je fais est juste et bien.

Avant d'aller plus loin dans la refutation de l'article que je cite plus haut, je veux dire à celui qui l'a écrit, que rien n'est vrai en ce qui me concerne; en un mot je jette à la face de celui qui en est l'auteur, un démenti formel à ses insinuations, et me permets de lui dire bien clairement, afin que personne ne puisse se méprendre sur le sens de ce que j'écris, qu'à la face de toute la population de notre jeune Province et à la face de tous ceux qui le lisent, il a honteusement menti.

Le *Liberal* raconte à sa manière la scène qui s'est passée vendredi soir, 19 avril dernier, en face des bâtiments du Dr. Schultz. Je veux, moi, le raconter aussi, avec cette différence que je m'en tiendrai à la stricte vérité.

Étant au théâtre, vendredi soir, je fus prévenu qu'une lueur semblable à celle que peut projeter un grand incendie se faisait voir près des bâtiments qui avoisinent la maison appartenant à M. W. Dwyer et actuellement occupée par M. Munroe. Sur cet avis, je quittai immédiatement la salle de spectacle, et me rendis, sur le lieu où se montrait le feu, qui, à une certaine distance, répandait une très grande clarté. En arrivant je pus me convaincre qu'il n'y avait là qu'un feu de joie,

et que les maisons les plus près ne couraient aucun danger. J'appris alors que ce qui brûlait, était l'édifice de Son Excellence le Lt-Gouverneur Archibald, et de M. Louis Riel. Autour d'elles hurlaient quelques personnes que, par respect pour vos lecteurs, je ne veux ni ne puis qualifier ici. En un mot je vis une cinquantaine de mannequins brûlant l'édifice de deux hommes. A la vue de choses semblables, un homme ne peut éprouver que du dégoût d'abord, et malgré toute la modération dont on peut être capable, on ne peut s'empêcher de sentir son sang bouillir à un semblable spectacle. Le fait est que je m'avancai vers ce qui restait de ces effigies brûlantes, je les arrachai de l'endroit où elles avaient plantées, et les jetai à terre.

Ce n'est qu'au bout de quelques minutes que ceux qui se trouvaient à la tête de cette démonstration, se décidèrent à replanter deux bâtons à la place où se trouvaient précédemment l'édifice des personnes que j'ai citées plus haut. Je les rejetai à terre une seconde fois. C'est alors, M. l'Éditeur, que je fus entouré par une trentaine de personnes, j'étais alors seul qui protestèrent contre ce que je venais de faire, et proférèrent quelques menaces qu'ils ne mirent pas à exécution (?) Ils remirent debout les morceaux de bois une troisième fois. Je ne devais ni ne pouvais plus m'y opposer. Ils ne brutaient plus et traite personnes m'entouraient.

Pour terminer, je nie formellement avoir fait la moindre apologie. Il est des gens à qui l'on ne saurait en faire.

Voilà les faits, M. l'Éditeur, que ceux qui voudront avoir d'autres explications viennent me trouver personnellement, je suis prêt à les donner, et à quel point de vue je ne les donne et à qui que ce soit. Je suis toujours visible à mon bureau de 10 heures du matin à 5 heures du soir.

Veuillez recevoir

M. l'Éditeur,

L'assurance de ma considération la plus distinguée.

LOUIS FRASSE PLAINVAL.

#### NOUVELLES LOCALES.

— Nous avons eu un changement de température depuis samedi dernier, la pluie a succédé au beau temps.

— La traversée de Winnipeg à St. Boniface est devenue très dangereuse; la glace peut à peine supporter piétons.

— Samedi M. J. B. Lapointe, conducteur de la maille de la Pointe de Chêne, faillit se noyer avec ses sacs en traversant la Rivière Rouge.

— M. Thomas Spence, Greffier du Conseil Législatif, en traversant l'Assemblée samedi vers 4 heures, disparut tout-à-coup à travers la glace et sans le secours d'un passant, nous aurions peut-être eu à enregistrer un accident déplorable. C'est le second bain froid que prend M. Spence depuis quinze jours.

— Lundi matin M. Trudel, mes sageur du gouvernement a aussi eu occasion de constater la température de l'eau de la Rivière Rouge, et il rapporte que le thermomètre est descendu jusqu'à 20°.

— M. le Lieutenant Sturard, commandant de la garnison du Fort de Pierre, vient d'échanger son poste avec le Capitaine Fletcher. Nous saluons son retour à Fort Garry avec plaisir.

— La maille, qui nous est arrivée dimanche matin, était endommagée par l'eau. On a actuellement beaucoup de difficulté à traverser les cales, tant elles sont remplies d'eau.

— On nous informe que des arrangements ont été faits, pour placer le débarcadere des bateaux au Fort Garry. C'est aussi à cet endroit que le gouvernement doit faire construire la bâtisse destinée aux Immigrants.

— La débacle est commuée; la glace s'est brisée hier matin devant Winnipeg, nous voyons que la rivière sera libre dans deux ou trois jours, et nous attendons le premier bateau vers la fin de la semaine.

— Des nouvelles reçues de la Grande-Fourche, nous apprennent que le bateau est parti de cet endroit avant hier pour Moorhead et la rivière est libre jusqu'à Breckenridge.

#### Nouvelles Canadiennes.

— Le parlement local de la Colombie est composé comme suit : Ministres, Hon. M. McCreith, solliciteur-général et premier; Hon. A. R. Robertson, secrétaire colonial; Hon. G. A. Walkem, commissaire en chef des terres et travaux; députés, MM. Duck, Robson, L. P. Booth, C. Booth, Jamieson, Humphreys, Banister, Hunter, Beaven, Marr, Semlis, Hughes, Armstrong, Ash Cogan, W. Smith, Fold et l'Hon. M. Holbrook. Il n'y a pas de chambre haute et le parlement est modelé sur celui d'Ontario.

— La population de l'île du Prince Édouard, d'après le rapport officiel, est de 94,021 âmes. En 1861, elle était de 80,857 âmes, ce qui fait depuis, une augmentation de 16,28 pour cent. En 1797 la population était de 4,500, en 1827, de 32,366; 1833, de 32,242, et en 1855, de 71,436. L'île, qui a une étendue de 2,131 milles carrés, se trouve donc à avoir environ 44 habitants par mille carré.

Il y a 40,765 catholiques, 18,603 presbytériens, 10,976 de l'Eglise d'Ecosse, 9,361 méthodistes, 7,220 anglicans, 4,371 baptistes, etc.

— La Législature du Nouveau-Brunswick est toujours en proie à des discussions orageuses. L'Orateur a été obligé de faire évacuer les galeries, la semaine dernière, et un membre, M. Gough, a accusé le chef du ministère, M. Hatheway, d'être un homme vénal et malhonnête.

— De nouvelles escomades d'explorateurs partiront d'Ottawa le mois prochain pour étudier la ligne du Pacifique.

— Le Cabinet Provincial de la Province de Québec s'est occupé d'une allocation de \$40,000 pour secourir la détresse actuelle dans le district du Saguenay.

— Les contrats pour la construction du chemin de fer de la rive Nord, entre Montréal et Québec, ont été signés et les travaux vont commencer immédiatement.

— On annonce la mort de l'Hon. Dr. Salles Latour, ancien Conseiller Législatif pour le Bas Canada.

— Les derniers journaux reçus nous annoncent que l'ouverture de navigation est en retard partout.

#### Petites notes de la Presse.

— Il y a quarante ans, dit-on, qu'il n'y a pas eu d'aussi grands froids à New York que cette hiver.

— Le professeur Morse, de New-York, l'inventeur d'un système de télégraphie, vient de mourir.

— Un tremblement de terre considérable s'est fait sentir à San Francisco. A Lone Pine, localité située à quelque distance de San Francisco, il y eut 23 personnes de tuées, 30 de blessées et 50 maisons renversées.

— En Turquie, un boulanger qui vend du pain qui ne pèse pas le poids, a les ongles cloués à la porte de sa boulangerie, et son crime y est inscrit en grosses lettres afin que tout le monde puisse le lire.

— On télégraphie de St. Stephens N. B., qu'il y a une profonde consternation devant les ravages de la petite verole, malgré toutes les précautions que l'on a prises pour arrêter son développement.

— Les Français de la Nlle-Orléans ont souscrit \$6,450 en un jour aux bureaux de l'Abolition, pour la libération du territoire Français.

— La Rivière de Kankakee a fourni cet hiver 7,000 tonnes de glace au commerce.

— Olympia, territoire de Washington, a une population de 15,000 âmes et soutient deux journaux quotidiens et six semi quotidiens.

— Il y a aux Etats-Unis 91,000 ministres protestants et la moyenne de leur salaire est de \$700 chacun.

— Un télégramme de la Colombie Anglaise rapporte qu'à Cowichan on a tué en un seul jour trois panthères, dont l'une mesurait sept pieds de long et pesait 140 livres, et une autre avait 3 pieds de long et pesait 141 livres.

— La révolution recommence en Espagne, et les soulèvements de la Catalogne donnent à craindre que les anciennes luttes ne reviennent sur le tapis.

#### NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

(Par voie télégraphique.)

FRANCE.

A une réception faite par Thiers au Palais Elysée, on a remarqué la présence du Duc de Nemours, du Comte de Paris, du Duc d'Alençon et du Prince de Cobourg Gotha.

On ne s'attend à aucun changement dans le gouvernement.

Rochefort le célèbre révolutionnaire est parti pour l'exil.

ANGLETERRE.

O'Connor, accusé d'avoir menacé la reine Victoria avec un pistolet, vient de subir son procès. Il a été constaté qu'il n'avait pas sa raison. Il a été néanmoins condamné à recevoir 20 coups de fouet et un emprisonnement de 12 mois.

La réunion du Congrès de Genève cause une bien grande préoccupation.

ITALIE.

Sa Sainteté Pie IX a tenu un consistoire lundi le 29 courant pour préconiser des évêques Italiens et Polonais.

Il y a eu dans les rues de Rome un conflit entre les gendarmes du Pape et les italiens. Un soldat a été tué.

Le Mont Vésuve est en éruption et a causé la mort à au-delà de deux cents personnes.

ESPAGNE.

Les Carlisme, après environ deux ans de repos, commencent à s'agiter, et menacent le pays d'une nouvelle révolution.

Les insurgés sont maintenant au nombre de cent mille. Toutes les villes sont déclarées en état de siège.

On prête au Prince Frédéric Charles des velléités au trône.

**J. & G. D. McVICAR & CIE.**

#### POINTE DOUGLAS.

ONT l'honneur d'informer le Public de Winnipeg et des environs qu'ils ont en mains toutes espèces d'instruments d'Agriculture.

Faucheuses et Moissonneuses

COMBINEES.

Faucheuses simples,

Moulins à battre,

Rateaux,

Charreuses,

Herces,

Cultivateurs,

Charrues à casser la terre,

Moulins à Beurre,

Fourches de toutes variétés.

Ils sont aussi agents pour les

Moulins à coudre (Wanzer).

Ainsi que les

Orgues et Melodions

DE

Bell et Cie., de Guelph, Ontario.

Ils ont aussi reçu un assortiment des plus complets de toutes sortes de

Grains de semence

GRAINES DE JARDINS,

(RÉCOLTE DE 1871.)

Le tout à des prix excessivement modérés.

J. & G. D. McVICAR & CIE.,  
Marchands à Commission.



BUREAU DE SECRÉTAIRE PROVINCIAL,  
Winnipeg, 2 Avril, 1872.

#### AVIS PUBLIC.

Avis Public est par le présent donné qu'il

BUREAUX D'ENREGISTREMENT

ont été ouverts dans les différents Comtés pour la réception et

L'ENREGISTREMENT DES ACTES.

THOMAS HOWARD,

Pour le Secrétaire Provincial.



#### DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS.

AUX ENTREPRENEURS.

AVIS est par le présent donné que des soumissions sont demandées pour la construction de

Bâtisses pour les Immigrants

A FORT GARRY.

On pourra voir les plans et spécifications au bureau du sous-signe le 16 Avril courant ou les jours suivants.

JAMES MCKAY,

Surintendant du Chemin du Lac des Bois.

Fort Garry, 1er avril, 1872.

CANADA.  
PROV. DE MANITOBA.

#### AVIS.

AVIS PUBLIC est par le présent donné, que la COUR GÉNÉRALE TRIMESTRIELLE, dans et pour la Province, sera tenue à la Maison de Cour, dans la ville de Winnipeg, JEUDI, le treizième jour de Mai prochain, à 10 heures de l'avant-midi, auquel avis tous Coroners, Magistrats, Huissiers, Constables, et tous autres y concernés, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EDWARD ARMSTRONG,

Sherif.

Bureau du Sherif,  
Winnipeg, 22 Avril, 1872.

#### AUX

Chasseurs, Traiteurs, etc.

"Tue-Douleurs"

DE

Perry Davis.

MESSIEURS "PERRY DAVIS ET FILS," ont nommé le Dr. C. J. Bird, "Salle de Pharmacie," Winnipeg, pour être leur SEUL AGENT, pour Manitoba et le NORD-OUEST.—Les TRAITEURS et autres COMMERÇANTS pourront s'équiper à aussi bon marché que possible.

Par boîte de deux douzaines,

On en plus grand quantité.

— AUSSI —

Baume à Pommades d'Allen.

PILULES DU DR. HERRICK.

Emplates de Galbanum

DE

DR. HERRICK.

Poudre conditionnées

D'Harvells,

Chez PERRY DAVIS ET FILS,

Montréal.

"SALLE DE PHARMACIE," Winnipeg.

DE

Compagnie d'Assurance

DE

MANITOBA.

AVIS est par le présent donné que demande sera faite par les soussignés à la prochaine Session du Parlement de la Province pour un Acte d'incorporation d'une Compagnie sous le nom de "Compagnie d'Assurance de Manitoba."

(Signé),

DONALD A. SMITH,

JAMES MCKAY,

Fort Garry, 1er février, 1872.

CANADA,  
PROV. DE MANITOBA. } **AVIS.**  
Savoir:

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné, que la **COUR GENERALE TRIMESTRIELLE**, dans et pour la Province, sera tenue à la Maison le Cour, dans la ville de Winnipeg, **JEUDI**, le 10<sup>ème</sup> jour de Mai prochain, à 10 heures de l'avant-midi, auquel avis tous Coroners, Magistrats, Huissiers, Constables, et tous autres y concernés, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

**EDWARD ARMSTRONG,**  
Shérif.

Bureau du Shérif,  
Winnipeg, 22 Avril, 1872.

**AUX**

Chasseurs, Traiteurs, etc.

"**Tuo-Douleurs**"

DE

**Perry Davis.**

**MESSIEURS "PERRY DAVIS ET FILS,"** ont nommé le Dr. C. J. Bird, "Salle de Pharmacie," Winnipeg, pour être leur **SEUL AGENT**, pour Manitoba et le **NORD-OUEST**—Les **TRAITEURS** et autres **COMMERÇANTS** pourront s'équiper à aussi bon marché que possible.

Par boîte de deux douzaines,  
Ou en plus grand quantité.

—AUSI—

Baume à Poumons d'Allen.

**PILULES DU DR. HERRICK.**

Émplatres de Galbanum

DU

**DR. HERRICK.**

Poudre conditionnées

D'Harvells,

Chez **PERRY DAVIS ET FILS,**  
Montréal.  
"SALLE DE PHARMACIE," Winnipeg.

aa.

**BUREAU DES TERRES**

DU

CANADA.

**AVIS.**

Le soussigné donne avis au Public qu'il a été nommé **AGENT DES TERRES DE LA PUISSANCE** pour Manitoba, et qu'il en commencera les fonctions aussitôt que ses bureaux seront installés.

Il désire en même temps faire comprendre à la population dans l'accomplissement de ses devoirs, il remplira en autant qu'il en est chargé les conditions, obligatoires et clauses de l'Acte de Manitoba au sujet des terres publiques, dans leur esprit et dans leurs lettres, que justice impartiale sera rendue à tous.

**G. McMICKEN,**

Agent des Terres de la Puissance  
du Canada.

Winnipeg, 26 Octobre 1871. j-n-o.

**Avis**

Est par le présent donné que demande sera faite par les soussignés à la prochaine session du Parlement du Canada d'un Acte incorporant une Compagnie pour la construction d'un chemin de fer à voie de trois pieds et demi de large ou de telle autre jauge qui sera déterminée, depuis le Lac Supérieur à Prince Arthur's Landing jusqu'au Fort Garry—avec pouvoir de construire ce chemin soit sans interruption soit pour relier ensemble les cours d'eau navigable sur ce parcours, et de construire, posséder et exploiter des bateaux à vapeur et autres sur tels cours—et avec tous les autres pouvoirs nécessaires.

(Signé.)

**D. A. SMITH,  
A. T. GALT,  
DAVID TORRANCE,  
GEO. STEPHEN,  
D. McINNES,  
JOHN CARLING.**

Fort Garry, 2 février, 1872. j-n-o.

**Compagnie d'Assurance**

DE

**MANITOBA.**

**AVIS** est par le présent donné que demande sera faite par les soussignés à la prochaine Session du Parlement de la Puissance pour un Acte d'incorporation d'une Compagnie sous le nom de "Compagnie d'Assurance de Manitoba."

(Signé.)

**DONALD A. SMITH,  
JAMES McKAY.**

Fort Garry, 1er Février, 1872. j-n-o.

**GRAINES FRACHES**

POUR

**JARDINS.**

**A VENDRE CHEZ**

**W. G. FONSECA,**

Pointe Douglas

**TERRES DES ÉCOLES.**

**A UNE** réunion de la 18<sup>e</sup> division ou arrondissement tenue le 14 du courant et dont avis avait été dûment donné, A. Logan est, fut élu Président et W. G. Fonseca est, secrétaire.

Il fut résolu à l'unanimité que la 18<sup>e</sup> division aurait besoin de 12 sections de terrain lesquelles formeront un carré autant que possible, et qui sera borné à l'Ouest par la ligne Est du claim de la Paroisse St. James, au Sud et à l'Est par la ligne d'arrière des lots de l'arpentage actuel, et borné au Nord par une ligne tirée de telle manière qu'elle renfermera les 12 sections réclamées.

Il fut aussi résolu que le secrétaire reçoive instructions de mettre à exécution l'objet de l'assemblée.

(Signé.) **W. G. FONSECA,**

Secrétaire.

**RESERVE DES METIS.**

**JE** donne avis que j'ai pris, comme ma réserve de métis une certaine étendue de terre située à l'extrémité sud des douze chaînes de terre que je possède déjà dans la paroisse de Ste. François-Xavier. La largeur et la longueur de ma réserve étant les mêmes que celle de ma terre actuelle. Je donne avis que j'ai pris et réclamé le 13 juillet 1870 douze chaînes de terre aboutissant sur la rivière aux-dix-dois et bornées à l'est par l'ancien chemin des hivernants et sur la rive gauche de la dite rivière.

De plus, à la même date, j'ai pris et réclamé douze autres chaînes de terre situées à 3 milles en haut de la traverse de la même rivière et sur le même côté de la rivière.

**PIERRE FALCON.**

St. François-Xavier, 10 Janvier, 1872. 3f.

**COSGROVE & LENNON.**

**Au Salon Rouge.**

"**RED SALOON.**"

Vins et liqueurs de choix.

12 Juin, 1871. G-m

**JAMBONS!**

**EPAULES!**

**LARD!**

**UN** lot choisi de **JAMBONS PRÉPARÉS AU SUCRE, D'EPAULES**, ainsi qu'une grande quantité de **LARD** viennent d'être reçus par le "Selkirk," et sont offerts en vente au débarcadere du "Selkirk."

Ces marchandises ont été légèrement mouillées, et seront vendues à des prix extrêmement réduits.

**HILL, GRIGGS ET CIE.**

**BLÉ DE SEMENCE.**

**TOUTES** les personnes à qui la Compagnie de la Baie d'Hudson a fourni du **BLÉ DE SEMENCE, ET DES SACS**, dans les printemps de 1869, sont par le présent requises de rapporter, au Fort de la Compagnie le plus proche de leur résidence, la quantité de blé qu'elles sont convenues de remettre lors de la réception.

**JOHN H. McTAVISH.**

Fort Garry, 14 Déc. 1871. 4f.

**AVIS.**

Le Soussigné à le plaisir d'annoncer au public qu'il a le **MEILLEUR MOULIN À FARINE** de Manitoba en pleine opération, et pouvant mouler

**450 minots de blé par 24 heures.**

Habitants, vous trouverez votre profit à venir voir: vous aurez la **MEILLEURE** et la plus **BELLE FARINE** que jamais moulin ait produite pour une égale quantité de blé. Pourquoi? Parce que la machine est No. 1. Elle coûte cher, et est par conséquent le meilleur moulin qui ait jamais été importé dans le pays.

**JOSEPH LEMAY.**

St. Norbert, 4 Nov., 1871.

**W. Drever et Cie.**

**MAGASIN DE NOUVEAUTÉS.**

**MADES, ET ÉPICERIES.**

Ventes à bon marché pour de l'argent comptant.

Winnipeg 23 Juin 1871. aa.

**ARPENTAGE DES TERRES DE MANITOBA.**

Le soussigné ne paiera aucun ordre donné sur lui pour des affaires d'arpentage. Toute personne est averti de n'accepter aucun ordre en paiement de pages ou effets. Dans le cas où ce genre de paiement pourrait être avantageux pour le service des Arpenteurs, on pourra faire antérieurement un arrangement spécial avec le soussigné.

**LINDSAY RUSSELL.**

Insp. des Arpenteurs. j-n-o

Avril 10, 1872.

DES

**GRAINES**

DE

**JARDIN**

Venant d'arriver par

**L'EXPRESS**

Pour la Compagnie de la Baie d'Hudson.

Sont actuellement en vente à Fort Garry, à des prix extrêmement modérés.

Fort Garry, 10 avril, 1872. j-n-o.

**EXTRAIT**

*Des Minutes du Conseil tenu à l'Hôtel du Gouvernement, à Fort Garry, Jeudi, le 7 Mars, A. D. 1872.*

La question de considérer s'il est à propos d'adopter des règlements plus définis pour l'octroi des licences pour la vente des liqueurs enivrantes, étant mise devant le Conseil, il est jugé opportun d'adopter les Règlements suivants:—

Dorénavant, toutes licences, excepté les licences en gros, ne seront octroyées qu'annuellement, du premier jour de Décembre de chaque année.

Les demandes de licence ne seront reçues que lorsqu'elles seront faites le ou avant le 1<sup>er</sup> Novembre précédent.

Immédiatement après le dit 1<sup>er</sup> Novembre, des listes des applicants de chaque paroisse seront préparées, et une liste contenant les noms des applicants de chaque paroisse, avec un avis du jour où les demandes seront prises en considération, et où il en sera disposé finalement, sera affichée aux portes d'au moins une des Eglises dans chaque paroisse d'où telles demandes auront été reçues.

Immédiatement après le premier Décembre de chaque année, des listes imprimées contenant les noms de ceux qui auront obtenu leur licences, seront affichées de la même manière dans chaque paroisse; aux dites listes sera annexé un avis que qu'il sera strictement défendu à toutes personnes non incluses dans telles listes de vendre des liqueurs enivrantes, et que toute infraction à la loi sera rigoureusement punie; et qu'une copie de cette minute sera publiée dans les journaux pour l'information du pays.

**SEBASTY BLANCHARD,**  
Greffier du Conseil Exécutif.

**SAMUEL EOLWER WINNIPEG.**

Courtier de Douane, Notaire, agent général de terres, etc., etc.  
M. Fowler espère, par l'attention avec laquelle il s'acquittera des affaires qu'on voudra bien lui confier, mériter le patronage du public mercantile de Manitoba.

Winnipeg, 27 Mars, 1871. aa

**PAIN! PAIN!**

**JE** désire informer les citoyens de Winnipeg et des environs que j'ai ouvert une boulangerie dans la bâtisse McDermott, en arrière du Bureau des Travaux Publics, et je suis prêt à fournir du pain de première qualité.

Le pain sera livré régulièrement dans toutes les parties de la ville à tous ceux qui enverront leurs ordres, au prix de onze sous par pain de deux livres. Je pourrai aussi confectionner toutes sortes de gâteaux et biscuits.

**JOHN BACKETT.**

**Arpentage des Terres**

DANS

**MANITOBA.**

**CEUX** qui voudront trouver de l'emploi dans les arpentages ou qui auront des chevaux et charrettes à louer aux arpenteurs pourront s'adresser au soussigné.

**LINDSAY RUSSELL,**

Insp. des Arpentages j-n-o.  
Winnipeg, 30 Mars, 1872.

CANADA } DANS LA COUR  
PROV. DE MANITOBA. } GENERALE.

**ERASTUS S. EDGERTON,** Banquier, de la cité de St. Paul, dans l'état de Minnesota, un des Etats-Unis d'Amérique.

Demandeur,

**RYDER LARSEN,** Commerçant de Winnipeg, dans le comté de Selkirk, Province de Manitoba.

**A**ttendu que le Demandeur a intenté une action contre le Défendeur, dans la Cour Générale de cette Province, pour le recouvrement d'une réclamation hypothécaire; et attendu qu'il avertit par le retour de Joseph Crowson, huissier, pour le comté de Selkirk, que le dit Ryder Larsen, le Défendeur, a laissé son domicile en la Province de Manitoba et ne peut être trouvé en la dite Province; le dit Ryder Larsen est par le présent notifié de comparaître dans la Cour Générale de cette Province, à Winnipeg, dans l'espace d'un mois après la première insertion du présent avis, pour répondre à la demande du dit Demandeur, et à défaut par le Défendeur de comparaître dans le délai susdit, le Demandeur procédera ex parte, à la preuve et jugement.

**ROYAL ET DUBUC,**

Avocats du Demandeur.

Winnipeg, 6 avril, 1872. 1m.

**Wm. Chambers ARMURIER, VILLE DE WINNIPEG.****ARMES A FEU A VENDRE.**

Réparations de toute sorte exécutées sous le plus court délai et à des prix raisonnables.  
Winnipeg, 27 Mai, 1871. 1-aa

**M. R. Bellefeuille.**

**DÉSIRE** informer le public qu'il a fait des améliorations à sa boutique de l'anneau, à St. Norbert, et qu'il est prêt à satisfaire avec promptitude et le plus grand soin, ceux qui voudront lui donner des commandes. Le cuir qui sort de son établissement est de première qualité.

**Librairie Catholique**

DU

"**METIS.**"

On trouvera au bureau du *Metis* un assortiment varié de papeterie.

**PAPIER A LETTRE, ENVELOPPES,**

**PLUMES,**

**CRAYONS,**

**ENCRIERS,**

**LIVRES D'ÉCOLE,**

**OBJETS DE PIÉTÉ,**

**MÉDAILLES,**

**CHAPELETS,**

**CUCIFIX,**

**CROIX,**

**IMAGES RELIGIEUSES, ETC., ETC., ETC.**

**LES** personnes qui ont besoin d'aucun des articles ci-dessus énumérés sont invitées à visiter la librairie catholique du *Metis*, où elles auront l'occasion de satisfaire pleinement leur goût.

Les prix sont modérés.

Les Bureaux du *Metis* sont situés à Winnipeg, à l'étage supérieur de la partie Sud du Bloc McDermott, au-dessus du magasin de M. Donaldson.

**IMPRESSIONS!****IMPRESSIONS!**

On exécute à l'imprimerie du

**"Metis."**

Des impressions de toutes sortes telles que

**BLANCS DE COUR**

POUR

**AVOCATS,**

**GREFFIERS,**

**NOTAIRES.**

**Factums,**

**ROLES D'EVALUATION,**

**Listes Alphabetiques.**

**BLANC DE COMPTES,**

**Cartes d'affaires,**

**Circulaires,**

**LETTRES FUNÉRAIRES.**

**CARTES**

**DE VISITES,**

**D'ADRESSES,**

**DE COMMERCE,**

**ETC., ETC.**

**PROGRAMMES,****AFFICHES****LIVRES,****BROCHURES.**

La variété et le nombre de caractères que possède l'établissement nous permettent d'exécuter les impressions qui nous seront confiées, de manière à satisfaire les goûts les plus difficiles, et sous le plus court délai.

Winnipeg, 10 Avril, 1871